



En tant que représentant de la section CGT Finances Publiques de la Martinique, nous vous souhaitons la bienvenue et une bonne prise de fonction.

Nous vous remercions pour l'organisation de cette rencontre.

Mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur votre ambition à aller au bout de la feuille de route avec laquelle vous arrivez dans notre département. Nous profiterons donc de cette occasion, juste pour vous rappeler les points sur lesquels la CGT restera intransigeante

- sur les suppressions emplois, il faut un véritable moratoire (-50 emplois en 2 ans = 10% des effectifs du département) c'est beaucoup trop !!!

- Conséquences de L'ASR, engendrant des sous-effectifs criant dans certains services, tel est le cas de la trésorerie de Trinité avec un déficit de 3 agents (1 arrivée prévue au 1<sup>er</sup> avril 2019), et de surcroît fonctionnant contrairement aux autres Trésoreries SPL avec un seul adjoint au lieu de 2.

- la diminution du réseau (60% de structures en - sous l'ère Assouline), c'est aussi beaucoup trop ! dans un département où les transports en communs sont si problématiques pour les usagers culturellement attachés à leur service public de proximité.

CETTE SITUATION EXPLIQUE, LES INQUIETUDES GRANDISSANTES RESSENTIES PAR LES AGENTS, DANS BON NOMBRE SERVICES:

- **les géomètres du cadastre** sont inquiets quant à l'avenir de leurs missions :

A la lecture du rapport de la député, le transfert de la mission topographique à l'IGN semble acté. Outre le fait que c'est le cœur de leur métier qui disparaîtrait, mais ce sera une perte énorme d'experts de terrain incontournables pour les collectivités territoriales si spécifiques que sont les dom. Comment penser que le cadastre puisse continuer à fonctionner sans le plan, surtout en Martinique où bon nombre de construction sur sol d'autrui, d'agrandissement, de changement avec des incidences fiscales sont détectés régulièrement par ces agents ?

- nos conditions de travail, l'afflux dans les services de base **SIP / SIE** avec la mise en place du PAS, dans un contexte de locaux avec présence d'amiante et pour d'autres, comme le Marin, avec absence de vigile (1 vigile depuis ce jour 5 février 2019), pb de sécurité des agents d'accueil.....

- Le **SPF** cumule plus de 140 jours de retard, plus personne ne s'y retrouve les usagers se déplacent en vain ....., les agents ne sont même plus autorisés à poser leurs congés.

- Tout à fait d'actualité, la récente mise en place de SIRHIUS Pointage, génère bon nombre d'inquiétudes quant à son adaptation dans le contexte local de fonctionnement des services publics, auprès des agents de la DRFIP 972, attachés au rythme hebdomadaire de travail existant.

L'objectif de la CGT FiP 972, Monsieur le Directeur est bien de faire prendre conscience du contexte réel de la direction régionale des finances publiques dont vous prenez les commandes aujourd'hui.

Un département ou rien ne va plus ! Conséquences des politiques nationales combinées à l'action destructrice de notre ancienne directrice, qui malgré une mobilisation à 75 % des agents de la DRFIP 972 en fin 2016, n'a nullement tenu compte des spécificités de notre département. Bafouant le dialogue social en se contentant de dérouler sa lettre de mission, sans même tenir compte de la santé des agents (amiante : site de Cluny).

Ce que les agents du département attendent aujourd'hui, et la CGT, nous nous faisons leur porte-parole ; c'est d'être davantage écoutés et non seulement entendus !